

Le Journal de **Notre Amérique**



Somos Todas e Todos LULA
LULA LIVRE

L'Édito

Par Alex Anfruns

Périple d'une démocratie assassinée : Du coup d'État contre Dilma Rousseff à l'élection de Jair Bolsonaro

Par Paulo Correia

Au Honduras, une foule en marche proteste contre la négation des droits humains

Par Christine Gillard

Colombie : l'affaire Mateo, un goût amer de la justice en plein « processus de paix »

Par Alex Anfruns

Nicaragua et les limites de la tolérance

Par Stephen Sefton

Le Mexique à la veille d'AMLO – « Si loin de Dieu et si près des États-Unis »

Par Roger D. Harris

L'Édito

Nous l'avions annoncé : 2018 étant une année marquée par de nombreuses échéances électorales en Amérique Latine, elle pouvait donner le meilleur comme le pire. Encore une fois, le signe avant-coureur de la fraude au processus électoral du Honduras, ainsi que la mollesse voire le laissez-faire d'une institution comme l'OEA n'étaient pas de bons présages. Mais cela annonçait également la couleur pour les mouvements sociaux et politiques engagés pour un avenir meilleur : quelle que serait l'issue des processus électoraux, il n'était pas question de baisser les bras. Car il faudrait résister à la fois au retour d'une "nouvelle" droite cherchant à se consolider à l'échelle régionale - tout en démantelant les organismes d'unité latino-américaine comme l'UNASUR-, mais aussi aux multiples efforts de déstabilisation US à travers des partenaires plus ou moins discrets.

Tout au long de l'année précédente, nous vous avons raconté cette bataille pour la préservation de la démocratie au Brésil, avec le résultat qu'on connaît. Si vous vous étiez exclusivement informés via des grands médias comme Le Monde, vous auriez eu la sensation d'avoir raté un épisode. En effet, on n'obtient pas un Bolsonaro du jour au lendemain, si ce n'est à travers le travail constant de sape qui a abouti, l'été 2016, à la destitution de Dilma Rousseff. Dès lors que tout va bien dans le meilleur des mondes, la réalité finit par être incompréhensible et composée de sursauts et d'orages inattendus. En lisant notre Journal, vous avez au contraire pu déceler le rôle des acteurs décisifs dans ce véritable coup d'État, comme les médias privés et un appareil judiciaire compromis avec des intérêts étasuniens. Vous avez également pu suivre de près le déroulement épique de la campagne de Lula, désormais prisonnier politique et véritable icône des masses.

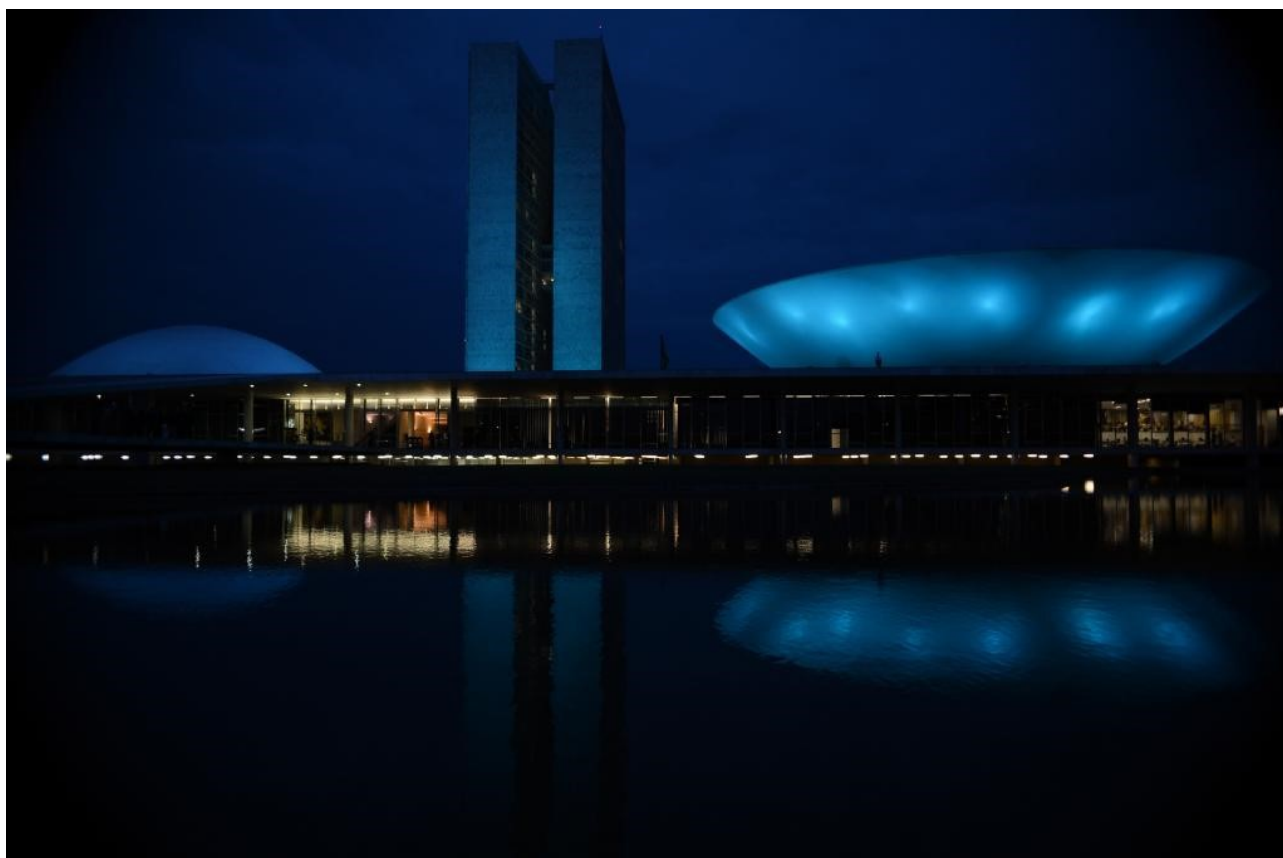
Si vous vous étiez informés via ces grands médias "de référence", vous auriez été tentés par l'enthousiasme d'une paix définitive en Colombie, sans doute souhaitée par de larges couches de la société. Mais vous auriez négligé le poids déterminant des paramilitaires, qui continuent à menacer et à assassiner les leaders paysans, les étudiants et les syndicalistes. L'arrivée au gouvernement de Duque porte un coup fatal à ce processus de paix déjà assez fragile.

Mais 2018 a été aussi l'année où le Mexique a vu arriver à la présidence Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), qui multiplie les signes rebelles et semble déterminé à œuvrer pour la dignité du peuple mexicain; il aurait intérêt à ce que l'Amérique centrale développe une politique régionale indépendante, en arrêtant les ingérences US constatées ces dernières années au Honduras, mais aussi plus récemment au Nicaragua.

Malgré la régression en cours, l'histoire n'est pas un long fleuve tranquille. De nombreuses luttes populaires et rebondissements dans ces affaires attendent de voir le jour, avec la participation des peuples latino-américains, conscients que leur destin y est lié.

Alex Anfruns

**Périple brésilien d'une démocratie assassinée :
Du coup d'État contre Dilma Rousseff à l'élection
de Jair Bolsonaro – un nouvel épisode sombre a commencé
avec son investiture le 1^{er} janvier**



Alors que la plupart de la classe bien-pensante planétaire constituée de philosophes, d'analystes politiques et de journalistes, n'arrête pas de nous dire que nous n'assistons pas au retour du fascisme mais à une nouvelle forme jamais vue de populisme, l'exemple brésilien démontre que la brutalité et les persécutions d'autres temps sont déjà là, au présent ! Pour qu'on puisse appliquer la définition de fascisme à 100%, il manque « juste » en effet, que le PSL de Bolsonaro devienne le parti unique, mais pour cela il lui faut un peu de temps, moins qu'à Donald Trump en tout cas, pour démanteler complètement les institutions.

Par Paulo Correia *

Les louanges du député Bolsonaro à la torture lors du coup de 2016

En tant que député fédéral, Jair Messias Bolsonaro a voté pour la destitution de la présidente de la République élue, Dilma Rousseff et a déclaré lors de son vote à la Chambre des députés en avril 2016 : « À la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, la frayeur de Dilma Rousseff »

[1]. Ustra a été celui qui a torturé [Dilma en prison](#) (1970-1972), quand elle militait contre la dictature militaire !



Dilma Rousseff, prisonnière politique torturée et présidente de la République destituée. Site « Memórias da ditadura ».

La première femme élue démocratiquement à la présidence du plus grand pays d'Amérique Latine a été évincée du pouvoir sans n'avoir commis [aucun délit](#) ! Bolsonaro a aussi déclaré cette année-là que : « L'erreur de la dictature (1964-1985) a été de torturer sans tuer ».

La triste illustration des politiques ultra-libérales

Après le coup de 2016, suivirent deux ans d'une politique ultra-libérale, conduite par l'usurpateur Michel Temer, qui a vendu une bonne partie des actifs étatiques aux [groupes transnationaux](#) en seulement 2 ans et qui a gelé par décret les investissements publics pendant 20 ans. Le climax symbolique de cette politique a été l'incendie du Musée National de Rio de Janeiro, le 2 septembre. Des inspections faites au musée auparavant, avaient déjà pointé des lacunes graves, en ce qui concernait la sécurité anti-incendie.



L'incendie du Musée National de Rio de Janeiro, le 2 septembre 2018. Photo : Tânia Rêgo, Agência Brasil.

« À part » une baisse des fonds attribués au musée par l'État Fédéral de Rio de Janeiro, gouverné par le même parti de Temer, le MDB de centre-droit ; rien n'a été fait pour résoudre ces failles ! La presque totalité du patrimoine muséologique a été ainsi détruit – 20 millions d'items collectionnés pendant 200 ans, dont une collection inestimable de 1 800 artefacts indigènes de l'ère précolombienne et les Archives Historiques. Apparemment ont résisté aux flammes : le squelette fossilisé d'un grand dinosaure herbivore de la période Crétacé – 80 millions d'années – le *Maxakalisaurus topai*, découvert dans la commune de Prata – Minas Gerais – en 1998 et le fossile humain le plus ancien d'Amérique du Sud – nommée Luzia – avec 12 mille ans environ, découvert dans la région métropolitaine de Belo Horizonte – Minas Gerais – en 1975, par une équipe scientifique franco-brésilienne, dirigée par l'archéologue et résistante française, Annette Laming-Emperaire.

L'assassinat du Progrès

Pendant que les bourreaux de Lula da Silva glissaient dans les médias la possibilité de son arrestation et mort politique conséquente, nous apprenons stupéfaits l'assassinat de Marielle Franco, conseillère municipale de la ville de Rio de Janeiro du Partie Socialisme et Liberté – PSOL –, en mars 2018. L'exécution de Marielle Franco a démontré que les forces réactionnaires ne laissent aucune chance aux figures charismatiques issues des mouvements démocratiques, populaires et progressistes !



Marielle Franco (1979-2018), assassinée le 14 mars 2018. Photo : Mídia Ninja.

Marielle Franco, dont la popularité grandissait de jour en jour, défendait vigoureusement un changement profond de la société brésilienne, qui ait comme base le militantisme des franges exclues et majoritaires du peuple Brésilien. Elle était un des plus grands porte-drapeaux des débats sur le genre sexuel, la négritude, l'exclusion, la pauvreté et elle appuyait avec force l'action militante des gens des favelas, dont elle faisait partie. Elle aurait fait une excellente présidente d'un Brésil moderne et un modèle d'inspiration progressiste pour toute la planète !

L'espoir de Lula mis derrière les barreaux

Le [coup de grâce](#) contre la fragile démocratie brésilienne a été l'emprisonnement de Lula en avril 2018, sans preuve de quoi que ce soit contre lui, alors qu'il été donné en tête dans tous les [sondages](#) pour emporter au premier tour l'élection présidentielle, qui a eu lieu le mois d'octobre dernier. Il s'est confié cette semaine à quelques-uns de ses proches en leur disant que : « Je ne suis pas un prisonnier mais un otage » [2]. En effet, à chaque fois qu'une personnalité parle aux médias au sujet de la libération de Lula, l'armée brésilienne se prononce viscéralement contre, à haute-voix et laisse planer l'ombre d'un vrai coup d'État militaire, si jamais la Justice et la Cour suprême décidaient de sa libération.



Lula est le Peuple et le Peuple est Lula. Meeting à Belo Horizonte, Minas Gerais en octobre 2017. Photo : Ricardo Stuckert.

N'oublions pas qu'au mois d'août, le [Haut-Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU](#) – HCDH – a demandé aux autorités brésiennes de concéder le droit au citoyen Luiz Inácio Lula da Silva de se présenter à l'élection, même en prison. L'ONU fait ainsi savoir que le Brésil dérape dans le côté obscur et qu'une élite ne doit pas se servir de l'État et de la Justice pour éliminer et disqualifier un opposant politique.

Finalement l'opération « Lava Jato – Lavage à coup de Jet» a servi juste à accuser Lula et à essayer de détruire le Parti des Travailleurs – PT

Le juge Sérgio Moro a condamné Lula avec l'aide précieuse des médias et le matraquage informatif quotidien de dénigrement, qui a orienté l'opinion publique contre Lula et le PT. À part des accusations basées sur la délation – des délateurs qui garantissaient ainsi leur liberté et la conservation de leur patrimoine ! –, aucune preuve n'a été ajoutée dans le procès d'accusation. Par contre [l'opération « Lava Jato »](#) a servi à glorifier un juge de première instance et à le catapulter ministre de la Justice du principal bénéficiaire de la prison de Lula – Jair Messias Bolsonaro – le nom complet du futur président brésilien. Traduction de Messias = Messie !

Dans l'actuel scandale appelé « Bolsagate » – en portugais « bolso »= poche – on découvre que le fils Bolsonaro, Flávio – député fédéral depuis 2003 et élu sénateur en 2018 – utilisait son chauffeur Fabrício Queiroz dans des mouvements d'argent atypiques qui atteignaient des valeurs estimées à 270 mille euros, probablement en tant qu'homme de paille [3]. La fille du chauffeur, Nathália Queiroz – coach de personnalités publiques brésiliennes – avait déjà été suspectée d'avoir reçu de l'argent public en tant qu'assistante parlementaire de Jair Bolsonaro, sans avoir jamais travaillé pour le député. « Encore une affaire Fillon, genre tropical cette fois-ci » [4]. Aucun de ces cas n'a éveillé l'intérêt de l'équipe « Lava Jato » ! « L'affaire Bolsonaro » devient aujourd'hui publique grâce à une fuite du Coaf – Conseil de control d'activités financières du ministère des Finances, qui n'est clairement pas encore contrôlé par le juge Moro.



Le juge Sérgio Moro et le président élu Jair Bolsonaro, le 10 décembre 2018, TSE – Tribunal supérieure électoral.
Photo : Roberto Jayme, Ascom.

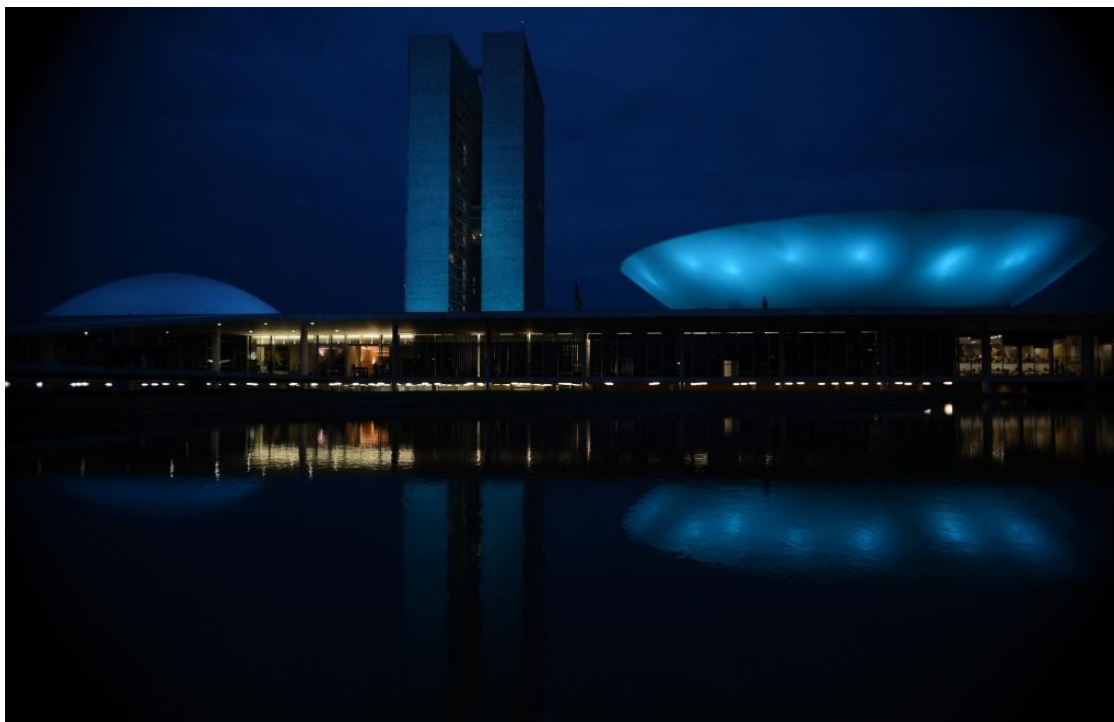
L'opinion du chroniqueur brésilien Jeferson Miola, résume bien le pourquoi de l'impunité de Bolsonaro : « Malgré des forts indices de pécuniaire, blanchiment d'argent, association criminelle et augmentation illicite de patrimoine, Bolsonaro n'as pas été et ne sera pas la cible d'aucune investigation, car il est le vecteur du projet barbare que la bourgeoisie veut imposer au Brésil, sur une base d'arbitre, contre la Constitution » [5].

Une révolte conservatrice instiguée du bas vers le haut

Selon le philosophe brésilien Marcos Nobre, Professeur à l'Université de Campinas – São Paulo [6], Bolsonaro se croit lui-même le leader d'une révolte conservatrice et son but n'est pas de s'adapter aux institutions, mais de corroder le système de l'intérieur. Sa stratégie est et sera d'associer ses valeurs d'extrême droite à l'éthique et la décence et d'assimiler tout le reste – le système politique – avec « la gauche », cela veut dire, avec tout ce qui est corruption et corrupteur.

À l'apogée du procès « d'impeachment » de Dilma Rousseff, en juillet 2016, un sondage « Datafolha » donnait 7% d'intentions de vote pour Bolsonaro. Sa base électorale se constituait de 13% d'individus avec une formation universitaire, 19% qui gagnaient 5 à 10 salaires minimums – salaire minimum brésilien = 226 euros brut, le 1^{er} janvier 2019 – et de 16% au-dessus de 10 salaires minimums [7].

Une partie importante de ceux qui appartenaient aux strates de revenus et de scolarité supérieures a commencé le démantèlement de la coupole du système politique. C'était une révolte des militaires de rang inférieur contre les haut-gradés, du « petit-député » du Congrès national contre les figures parlementaires influentes, des petits commerçants, producteurs ruraux et industriels contre leurs entités représentatives et les « grands groupes nationaux », des bases de première instance de la Justice contre les instances supérieures. La révolte a commencé par menacer les leaders qui prétendaient parler au nom de leurs sujets, au moment de négocier leurs voix et soutiens avec les figures de proue de la hiérarchie politique [8].



Le Congrès national à Brasília, la coupole du système politique brésilien. Photo : Fábio Rodrigues Pozzebom, Agência Brasil.

La [destitution de Dilma Rousseff](#) en 2016 a marqué le moment où ce démantèlement depuis le bas est arrivé en haut du système. Les scandales provoqués par l'équipe « Lava Jato », surtout contre le Parti des Travailleurs dans les affaires du groupe pétrolier national « Petrobrás », ont aidé à ce démantèlement [9]. En juin 2017, le procureur Rodrigo Janot dénonce le président Michel Temer pour corruption passive dans les affaires [« Odebrecht – le géant du BTP »](#) et « JBS – le géant de l'agro-alimentaire » mais jusqu'à présent, aucune action judiciaire n'a été entreprise. D'ailleurs, il se prépare à partir en exil au Portugal, si jamais Moro voulait démontrer qu'il peut agir contre des figures importantes d'autres partis que le PT.

Bolsonaro : Le fruit d'une forme de brutalité de l'Histoire, d'une effraction

Ce n'est pas par hasard que le sondage « Datafolha » du mois de juin 2017 a enregistré un saut vers 16% d'intention de vote pour Bolsonaro. Son expansion a suivi la même norme de sa base électorale initiale : 21% de ses électeurs potentiels avaient une formation supérieure et il été donné en tête dans les tranches de revenu de 5 à 10 salaires minimums avec 25% et au-dessus de 10 salaires minimums avec 20%. Il a maintenu un profil d'électeur majoritairement masculin et d'implantation évangélique. La nouveauté est venue de la couche de revenus entre 2 à 5 salaires minimums avec 20% et parmi l'électorat le plus jeune, avec une progression significative [10].

En août 2018, au début de la campagne électorale, l'élimination de Lula de la course a mis Bolsonaro dans le palier des 20% d'intentions de vote. Plus que ça, ces chiffres montraient un enracinement au tour de sa base électorale, les 16% qui avaient déjà adhéré à ses idées un an auparavant. C'est à ce groupe de soutien que Bolsonaro réponds à présent. Le président élu doit maintenant des comptes surtout à ceux qui ont cru à sa candidature [11]. Le choix des futurs ministres de la Justice, Sérgio Moro et le « Chicago Boy », [Paulo Guedes](#) à l'Économie vont faire le bonheur de sa base électorale, mais surtout celui des intérêts impérialistes régionaux des USA.



Le conseiller à la sécurité national des États-Unis John Bolton et Jair Bolsonaro, Rio de Janeiro, novembre 2018.
Photo : Consulat des USA à Rio.

Le coup...de couteau

Mais le fait qui a vraiment fait décoller sa campagne, selon les sondages et une bonne partie des analystes, c'est le coup de couteau qu'il a reçu au ventre, alors qu'il se faisait porter sur les épaules par ses soutiens au milieu de la foule, en pleine campagne électorale à Juiz de Fora – Minas Gerais – le 6 septembre 2018. C'est en devenant victime d'un attentat, que M. Bolsonaro a décollé définitivement dans les intentions de vote – de 24 à 30% selon les instituts de sondage, 4 jours après l'agression.



Bolsonaro lave son linge dans une caserne militaire, le 25 décembre 2018. Twitter.

Le fait de ne pas avoir débattu avec son opposant du PT, Fernando Haddad, au deuxième tour, a aussi contribué à son succès, car il aurait montré toutes ses lacunes en termes de connaissances des dossiers de l'État et son ignorance en matière d'économie, qu'il avait déjà brièvement effleuré de forme désastreuse pour ceux que s'y connaissent en politique économique, dans un débat du premier tour avec tous les candidats, mais ça c'était avant le coup... de couteau.

Le président fasciste n'est pas encore investi mais la terreur règne déjà

Des groupes d'actions homophobes font savoir aux populations et aux médias que « si tu es homosexuel, soit tu reviens dans ton placard pour te cacher, soit tu quittes le pays ». Ce discours est en train de motiver encore plus, le lynchage de personnes appartenant à la communauté LGBT [12, 13]. Le même procédé diffamatoire et de [lynchage](#) est aussi appliqué aux membres/sympathisants des partis de gauche [14], des syndicats, des mouvements des sans terre et des sans toit. Bolsonaro affirme que tous ces « gauchistes » doivent être interdits de manifester et veut même les criminaliser, une fois investi président de la République, le 1^{er} janvier 2019. Le même sort sera réservé aux journalistes qui publieront des articles défavorables à sa politique ; d'ailleurs on commence à voir l'agitation des journalistes « mainstream » qui n'arrivent plus à se positionner. Ceux qui osent écrire la vérité sur le nouveau président, subissent d'immédiates menaces en provenance des soutiens d'extrême droite et de Bolsonaro lui-même [15].



Manifestation féministe du mouvement « #Ele Não – Pas lui » contre Bolsonaro, Brasília, septembre 2018.
Photo : Lula Marques.

Comme les élites bourgeoises vivent dans la peur d'un Lula libre et moteur d'un vrai changement politique, elles cultivent la barbarie et la haine contre les pauvres, les mouvements sociaux, les partis de gauche et les syndicats. Pour atteindre leur but, elles utilisent une partie des médias qui sont à leur botte et soutiennent des [groupes d'action sur les réseaux sociaux](#). J'ai peur pour Lula dans sa cellule...[ma reprise de Michel Berger, ici](#).

Ça y est, il n'y a pas de doutes, c'est du fascisme et ça sera du fascisme

Le caporal de la Police Militaire, João Maria Figueiredo, a été assassiné et exécuté avec 7 balles dans la tête, ce vendredi, 21 décembre. Il était membre du Parti des Travailleurs, membre actif du groupe « Policiers et antifascisme » qui défend la démocratie et les Droits de l'Homme à l'intérieur des structures policières brésiliennes. Il était souvent invité à donner des conférences sur les Droits de l'Homme et prônait la dépénalisation des drogues comme alternative crédible pour la réduction des violences urbaines. Le caporal avait aussi émis des avis techniques sur la violence, qui selon lui était liée à la criminalisation des pauvres, des noirs et des habitants de banlieues [16]. Il a été garde du corps volontaire pendant la dernière campagne électorale de Fátima Bezerra – gouverneure (PT) élue de l'État de Rio Grande do Norte, ex-pédagogue et ex-présidente du Syndicat des Travailleurs de l'Éducation.

Pour la première fois depuis la chute de la dictature en 1985 et de la nouvelle Constitution de 1988, qu'aucun ministre ne viendra des régions Nord-Est et Nord – là où [Bolsonaro](#) a eu les plus mauvais scores électoraux [17]. Dans un processus équivalent à la discrimination des gens du Sud de l'Italie par la « Lega Nord – League du Nord » de Matteo Salvini, l'extrême droite brésilienne essaie de stigmatiser les gens du Nord-Est, la région d'origine de Lula, en les accusant d'être pauvres et paresseux.



Jair Bolsonaro. Photo : Rogério Melo, PR.

Alors que la plupart de la classe bien-pensante planétaire constituée de philosophes, d'analystes politiques et de journalistes, n'arrête pas de nous dire que nous n'assistons pas au retour du fascisme mais à une nouvelle forme jamais vue de populisme, l'exemple brésilien démontre que la brutalité et les persécutions d'autres temps sont déjà là, au présent ! Pour qu'on puisse appliquer la définition de fascisme à 100%, il manque « juste » en effet, que le PSL de Bolsonaro devienne le parti unique, mais pour cela il lui faut un peu de temps, moins qu'à Donald Trump en tout cas, pour démanteler complètement les institutions.

Les deux discours de Bolsonaro, le jour de son investiture

Il ouvre son discours au Congrès national par un remerciement : « Je veux avant tout remercier Dieu, qui par la main du personnel hospitalier, m'a sauvé la vie en effectuant un miracle ». Il affirme vouloir « combattre le socialisme, l'idéologie de genre et favoriser la famille ». Il finalise son discours – le plus court de la jeune démocratie brésilienne au Congrès, le jour d'une investiture présidentielle – par : « Brésil avant tout, Dieu avant tous ».

Son deuxième discours du jour, devant le Palais présidentiel du Planalto est ponctué par : « Nous allons libérer le Brésil du Socialisme et du politiquement correct » et il se termine avec l'exhibition d'un drapeau brésilien, tenu par son vice-président de la République, le général Mourão et par Bolsonaro lui-même qui déclare en extase : « Ce drapeau ne sera jamais rouge ».

Sur son compte Twitter, Trump a écrit : « Félicitations au président Jair Bolsonaro, qui vient juste de faire un grand discours d'investiture – les USA sont avec vous ». Et Bolsonaro retwite : « Cher M. le président Trump, merci pour vos mots d'encouragement. Ensemble, sous la protection de Dieu, nous amènerons à nos peuples plus de prospérité et de progrès ».

Paulo Correia est [musicien](#), ex-géologue pétrolier et collaborateur de la rédaction au Journal de Notre Amérique -Investig'Action. Il co-anime avec ses chroniques d'opinion le blog [« Ideia perigosa – Idée dangereuse »](#).

Notes :

- [1] - <https://www.youtube.com/watch?v=54KUDU-u1P0>
- [2] - <https://www.brasil247.com/pt/247/sul/378177/Lula-desabafa-n%C3%A3o-estou-presou-sou-ref%C3%A9m.htm>
- [3,5] - <https://www.brasil247.com/pt/colunistas/jefersonmiola/378349/Sumi%C3%A7o-do-Queiroz-mostra-conluio-da-Lava-Jato-com-Bolsonaro.htm>
- [4] - <https://www.pragmatismopolitico.com.br/2018/12/assessora-bolsonaro-nathalia-queiroz.html>
- [6, 7, 8, 9, 10, 11] - <https://piaui.folha.uol.com.br/materia/a-revolta-conservadora/>
- [12] - <https://noticias.uol.com.br/internacional/ultimas-noticias/2018/11/21/brasileiros-lgbt-fora-do-brasil-medo-eleicoes-bolsonaro-violencia-nao-pensam-em-voltar.htm>
- [13] - <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-43648715>
- [14] - <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-45806355>
- [15] - <https://www.viomundo.com.br/denuncias/por-reportagens-investigativas-bolsonaro-ameaca-folha-de-corte-da-propaganda-oficial.html>
- [16] - <https://www.brasil247.com/pt/247/nordeste/378323/Seguran%C3%A7a-de-F%C3%A1tima-Bezerra-%C3%A9-executado-com-sete-tiros-na-cabe%C3%A7a-em-Natal.htm>
- [17] - <https://www.brasil247.com/pt/247/brasil/378252/Bolsonaro-exclui-da-equipe-Norte-e-Nordeste-onde-teve-menos-votos.htm>

Au Honduras, une foule en marche proteste contre la négation des Droits Humains



Depuis octobre 2018, les médias occidentaux se font l'écho d'un phénomène migratoire de grande ampleur parti du Honduras vers les États-Unis. Le mode opératoire est tout à fait contemporain puisque les migrants ont commencé à se regrouper à partir d'un appel lancé sur les réseaux sociaux. Les départs isolés sont très courants mais pour la première fois une migration de masse s'est organisée, avec l'espoir qu'il serait plus facile de passer les frontières en groupe. Le 18 octobre une première vague de deux mille Honduriens quittent la ville de San Pedro Sula. D'autres vagues suivront, de même ampleur.

Par Christine Gillard

Dans le même temps, une manifestation de soutien aux migrants a réuni quelques mille cinq cents personnes à Tegucigalpa, car ceux qui ne sont pas partis, le feront sans doute un jour, peut-être même leur famille est-elle déjà partie.

Pour remettre ce phénomène migratoire hondurien dans son contexte nous rappellerons quelques données économiques sociales et politiques avant de nous intéresser à la spécificité du phénomène : la migration en groupe.

Des pauvres dans un pays riche

Le Honduras est un petit pays d'Amérique centrale, de neuf millions d'habitants ; ce n'est pas un pays qui manque de ressources naturelles. Les mines, l'industrie textile, le bois, sont les points forts de l'économie. Le taux de croissance est élevé : 5% en 2017. Pourtant 64,8% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Un Hondurien sur cinq vit avec moins de 2 dollars par jour (1,66 euros). Le taux de chômage est élevé. Les ruraux quittent les campagnes et viennent grossir les bidonvilles de la capitale (Tegucigalpa, 2,4 millions d'H.) et San Pedro de Sula (1,5 millions d'H.).

Les ressources naturelles sont accaparées par des multinationales, des grands groupes et des grands propriétaires privés, qui en tirent profit sans que cela bénéficie à la population. Le régime foncier n'étant pas sûr, les paysans et les communautés perdent leurs terres, permettant l'exploitation de la forêt de manière illégale, sans respecter l'environnement naturel et humain, et sans retombées de développement des régions concernées.

L'Etat a créé des zones franches, en particulier dans la région de San Pedro Sula, dans lesquelles se sont installées des usines textiles américaines « les maquiladoras ». Ces usines attirent une main-d'œuvre, en grande partie féminine, qui vit loin de leur famille, dans de mauvaises conditions salariales, sociales et psychologiques. Les enfants sont confiés aux bons soins de grands-mères démunies, palliant comme elles peuvent l'absence des parents ; ces enfants sont des proies faciles pour la délinquance organisée.

En 2017 les exportations des maquiladoras ont généré 4 millions de dollars. Le Honduras accueille aussi des Call Center. Malgré cela l'état est totalement défaillant en terme de protection sociale. Le manque d'infrastructures sanitaires et scolaires, les routes en mauvais états voire en état de pistes à peine carrossables qui se transforment en bourbiers à la première pluie, le manque de ponts, laissent un grand nombre d'habitants dans l'isolement et la pauvreté. Le Honduras est au 131^e rang sur 188 au classement de l'indice de développement humain, selon les chiffres donnés par le PNUD.

Un État violent

L'État hondurien est défaillant non par manque de moyens économiques mais parce qu'il est faible et corrompu. La crise institutionnelle qui s'est ouverte en 2009 a abouti à un coup d'état ; le président ultra libéral, Juan Orlando Hernandez, soutenu par les États-Unis, a gouverné jusqu'en 2017. Sa réélection frauduleuse a provoqué des manifestations. De violents affrontements ont provoqué la mort de 31 manifestants en novembre 2017. Depuis le dialogue avec l'opposition est impossible. Toute opposition est réprimée par une police nationale violente et une armée formée, équipée et soutenue par les États-Unis pour parer toute possibilité de retour d'un gouvernement de gauche.

La violence dans la police est telle que le gouvernement a été obligé en 2016 de mettre en place une commission d'enquête. A la suite de celle-ci, cinq mille des dix sept mille policiers ont été renvoyés.

A la fin des années 1990, le phénomène des maras se développe, en relation avec le narcotrafic. Il prend naissance avec la décision des États-Unis de renvoyer au Honduras les délinquants honduriens détenus dans les prisons états-uniennes. Ces délinquants forment des gangs ultra violents, qui recrutent parmi les jeunes sans formation et sans avenir. Le taux d'homicides atteint des sommets : 93,11 /100.000 en 2011; 63,8/100.000 en 2015. Avec le Salvador et le Guatemala le Honduras fait partie du Triangle du Nord de l'Amérique centrale par où transite le trafic de drogue de la Colombie vers l'Amérique du Nord.

Pris entre extrême pauvreté et extrême violence, sans aucune perspective de changement politique,

économique et sociale, les Honduriens partent de manière isolée depuis une décennie mais leur nombre croît de manière considérable à partir de 2014. Par an, 500.000 personnes franchissent illégalement la frontière mexico-étatsunienne. En réponse à l'intensification du flux migratoire, le président Donald Trump met en place une politique anti-migratoire qui va avoir des conséquences sur les pays d'origine des migrants. Trump décide en effet de réduire fortement, voire de couper les aides au Guatemala, au Salvador et au Honduras si ces pays ne parviennent pas à réduire le nombre de départs de leurs ressortissants. En parallèle, la surveillance à la frontière avec le Mexique est renforcée.

Une migration de masse

La surveillance renforcée des frontières, en particulier celle entre le Honduras et le Guatemala, va obliger les migrants à adopter une autre stratégie que l'initiative individuelle. En réponse à la politique anti-migratoire, les Honduriens acculés à l'exil s'organisent. Un appel sur les réseaux sociaux est lancé pour se regrouper dans la ville de San Pedro Sula, la plus proche de la frontière avec le Guatemala. Ils pensent que leur nombre leur permettra de forcer le passage des différentes frontières. La constitution de groupes, constitués non seulement d'hommes jeunes mais aussi de familles, va être un élément important dans l'atteinte de l'objectif – arriver à la frontière mexico-étatsunienne – et dans la perception du phénomène migratoire et du migrant par les médias. Ce n'est pas seulement le nombre de migrants qui fait la visibilité de l'immigration, c'est surtout son mode opératoire. Le demi-million par an de Honduriens qui passe illégalement la frontière étatsunienne sont ignorés par les médias et les gouvernants, mais ceux-ci ne peuvent ignorer 7000 personnes qui se regroupent devant une frontière. La détermination, le dénuement et le désespoir deviennent visibles lorsqu'ils sont exprimés collectivement.

Le candidat à l'immigration n'est plus un individu isolé et invisible dont on ne connaît pas les motivations. Ou du moins, dont les motivations sont forcément individuelles; celles de la réussite personnelle et du rêve américain. Les milliers de personnes qui se regroupent à San Pedro Sula le 18 octobre sont, elles, bien visibles et elles ne poursuivent pas un rêve. Elles montrent au monde entier qu'elles fuient en masse un pays qui n'assure ni l'éducation, ni la santé, ni même la vie de sa population.

Ils sont arrivés environ 7.000 à Tijuana, à la frontière états-unienne le 26 novembre, malgré les pressions du Président Donald Trump sur les gouvernements des pays traversés pour qu'ils arrêtent la « caravane » de migrants.

Les migrants honduriens, rejoints par d'autres hommes, femmes et enfants des pays traversés, se trouvent bloqués devant la frontière depuis la fin novembre ; les tentatives de passage se sont soldées majoritairement par des échecs. Certains repartent déjà vers leur pays, d'autres demandent l'asile au Mexique, quelques-uns finiront peut-être par bénéficier d'un permis de travail dans les vergers californiens.

Mais quelle que soit l'issue individuelle, cette grande marche de plusieurs milliers de kilomètres entreprise par des adultes, accompagnés parfois d'enfants et de bébés, est un vrai défi. Le projet fou de parcourir à pied, pour une grande part, les 3.500 kilomètres qui séparent San Pedro de Sula de Tijuana, est à la mesure du désespoir du peuple. Mais on peut aussi voir dans cette initiative, outre le désespoir, la foi en la force du collectif. Cette foule en marche est comme une immense manifestation, une protestation contre la négation des Droits Humains, subie individuellement dans le silence.

Les Organisations Internationales se glorifient du fait que la pauvreté a reculé dans le monde. Mais le mode de calcul est contestable. Si globalement cela est vrai au regard des chiffres, des pays

continuent, en Afrique comme en Amérique Centrale, de maintenir leur population dans un état d'indignité. La réduction globale de la pauvreté est dû pour une part à la croissance chinoise, et d'une autre part à la prise en compte du pourcentage de pauvres – qui diminue - et non du nombre de pauvres – qui, lui, augmente. Nous savons que les écarts se creusent, non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'une même société.

La pauvreté ne résulte pas d'une déficience individuelle. Elle est le résultat de politiques qui nient et méprisent le plus grand nombre.

Cette foule en marche devrait amener les états, et les sociétés qui les composent, à s'interroger sur les réponses à apporter aux déplacements de population, qui ne feront que s'accroître dans les décennies à venir, que ces déplacements aient des causes politiques, sociales, économiques ou climatiques.

Les réponses actuelles – barbelés, murs, camps – sont non seulement inefficaces mais surtout indignes, totalement en contradiction avec la Déclaration des Droits Humains. L'ONU ne remplit pas son rôle dans la défense et l'application des Droits humains et des Droits économiques, sociaux et culturels, malgré la création en 1985 d'un Comité chargé de la surveillance du respect de ces droits.

Les Etats ont des objectifs de développement durable mais pas d'obligation. De fait les Droits Humains devraient être à la base des Droits économiques, sociaux et culturels mais ce n'est pas le cas. Les objectifs du développement durable sont de l'ordre de la croissance économique.

Si un système politique et économique a su mettre en place le libre échange des biens à travers la planète, un autre système devrait pouvoir assurer la libre circulation des personnes et le respect de la dignité humaine.

Sources:

- <https://www.amnesty.org/fr/countries/americas/honduras/report-honduras/>
- [Www.Populationdata.net](http://www.Populationdata.net)
- https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/12/09/au-honduras-le-vol-des-elections-fait-descendre-des-milliers-de-personnes-dans-la-rue_5227070_3222.html
- https://www.lemonde.fr/international/portfolio/2018/10/22/la-marche-de-honduriens-vers-les-etats-unis_5373039_3210.html
- <https://presencia.unah.edu.hn/noticias/logros-avances-y-retos-fueron-expuestos-en-foro-sobre-la-depuracion-de-la-policia-nacional-en-honduras/>
- <https://www.focus-economics.com/blog/the-poorest-countries-in-the-world#GDP%20per%20capita%202016-2022>
- <https://data.worldbank.org/country/honduras?view=chart>
- https://www.lemonde.fr/international/article/2018/10/19/jorge-martinez-pizarro-designer-les-migrants-comme-une-menace-est-irresponsable_5371794_3210.html

Colombie : l'affaire Mateo, un goût amer de la justice en plein « processus de paix »



Mateo Gutiérrez est un jeune étudiant colombien qui a vécu une expérience atypique. Après avoir été accusé de « terrorisme », il a été incarcéré pendant 21 mois. Le 7 novembre dernier, il a finalement été acquitté des accusations, faute de preuves, à l'issue d'un procès que la famille avait dénoncé comme étant rempli « d'irrégularités ». À l'époque, sa mère se trouvait en visite en Espagne afin de dénoncer la situation que vivait son fils, et notamment le « manque de garanties » pour un procès équitable. Sa libération serait-elle une coïncidence, ou bien était-ce par peur de l'opinion publique ? Dans quelle mesure une procédure judiciaire comme celle de Mateo reflète-t-elle le climat social dans le processus de paix actuel ? Dans cet entretien réalisé peu avant l'annonce de la nouvelle, la mère de Mateo revient sur les éléments clés du procès, et alerte sur les circonstances similaires auxquelles sont confrontés d'autres étudiants universitaires en Colombie.

Par Alex Anfruns

Dans quel contexte l'incarcération de votre fils a-t-elle eu lieu ?

Mateo a été incarcéré le jeudi 23 février 2017, à 20 h 30. Il était seul et se trouvait aux alentours du centre commercial Unicentro de Bogotá. Il a ensuite été abordé par des hommes habillés en civil qui l'ont fait monter dans un véhicule et lui ont fait faire des tours pendant plus de deux heures sans formaliser son arrestation. Au cours de ce laps de temps, il a été victime d'intimidations et de pressions psychologiques.

Est-ce à ce moment que Mateo a été arrêté ?

Oui, le jour suivant il a été déféré devant un juge, qui, lors de l'audience, a présenté l'arrestation de Mateo comme entrant dans le cadre réglementaire de la section 13 antiterroriste du parquet. À l'aide d'arguments fantaisistes et de preuves bancales et absurdes, tant le procureur que le délégué l'ont accusé d'avoir participé à l'actionnement d'un « appareil pamphlétaire » quatorze mois plus tôt, soit le 18 septembre 2015, dans le centre de Bogotá.

Mais ce supposé fait n'a même pas été repris par la presse locale ! Il ne figure pas non plus dans la mémoire de la population. Malgré cela, Mateo a été privé de sa liberté, enfermé dans la Cárcel Nacional Modelo, accusé de « 1) terrorisme 2) fabrication et port illégal d'armes 3) vol aggravé et caractérisé, et 4) association de malfaiteurs ». De plus, en juin 2018, il a été transféré dans un établissement de haute sécurité, le centre de détention national de la Picota.

Si, comme vous le dites, les preuves et les souvenirs relatifs aux faits étaient inexistants, alors sur quelles sources l'accusation se basait-elle ?

Le 24 février, à la suite de l'audience, tard dans la soirée, les médias ont relayé une déclaration publique du ministre de la Défense, Luis Carlos Villegas, qui l'a présenté en salissant son nom et en le rendant responsable de près de dix attentats ayant eu lieu à Bogotá au cours des dernières années, dont les terribles événements des arènes de la Macarena.

En faisant cela, le ministre violait toute garantie à un procès équitable. En effet, ce genre de déclaration devant toute la communauté nationale constitue une violation flagrante des droits de l'homme, puisqu'en le désignant coupable, elle transgresse toute garantie procédurale, sans qu'aucune décision de justice ne corrobore ses affirmations infamantes. De fait, les autorités (le ministre de la Défense, le président de la république, le maire de Bogotá et le directeur de la police de Bogotá) ont bafoué ses droits constitutionnels fondamentaux, parmi lesquels sa réputation, sa présomption d'innocence et son droit à un procès équitable.

Revenons aux faits reprochés à Mateo. Vous dites que les preuves ont été fabriquées, est-ce bien cela ?

Exactement. On a qualifié de grave des comportements pourtant propres à n'importe quels jeunes, et ceci sans aucun fondement. Par exemple, le procureur a jugé que les fréquents déplacements de Mateo en dehors du pays étaient un indice de culpabilité, de même que le fait de se laisser pousser la barbe, de couper celle-ci, ou de changer de look. On se base sur un témoignage d'un jeune de 17 ans, qui 15 mois après les faits supposés effectue une reconnaissance photographique de Mateo. Mais cela avait été antérieurement effectué par les agents de police.

De plus, son récit ne correspond en rien à la description physique qu'il avait donnée dans sa version initiale, et qui était différente de la physionomie de Mateo. Les « preuves » ont été élaborées par les

autorités sans la moindre rigueur légale. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ont « correspondu » à leurs besoins.



La mère de l'étudiant Mateo Gutiérrez posant avec une affiche d'informations devant le consulat de Colombie.

Comment les médias ont-ils traité cette affaire concernant votre fils ?

À l'instar des autorités, les médias comme El Tiempo ont eux aussi violé ses droits constitutionnels fondamentaux. Ils ont expliqué que Mateo s'était rendu à Cuba afin d'y « suivre un cours sur les explosifs ». En plus d'être infamante, cette affirmation est irresponsable car elle ternit l'image d'un pays ami de la Colombie qui soutient nos processus de paix. En outre, les mêmes médias ont stigmatisé Mateo pour le simple fait d'être un étudiant de l'université publique.

En réalité, ce que les autorités et les médias ne disent pas c'est que Mateo est un étudiant en sociologie à l'Université National Sede Bogotá, qu'il avait 20 ans et vivait avec sa famille au moment de son arrestation ; qu'il aime le sport, que c'est un amateur de musique, un amoureux des animaux, un libre penseur toujours critique de la situation institutionnelle et politique du pays. C'est un jeune comme tous les autres, qui exprime son anticonformisme, mais toujours de manière pacifique, dans une perspective de dialogue et dans le cadre d'activités totalement pacifiques et légales.

Existe-t-il à votre connaissance des précédents ou des cas similaires dans votre pays ?

Oui, bien sûr, nous avons référencé plus de cinquantes affaires similaires. Nous savons que cinq

procès sont actuellement en train d'être intentés contre des étudiants de l'université publique dans des circonstances similaires.

Comment s'est déroulée la procédure judiciaire contre Mateo ?

Nous considérons que deux points qui ont été présentés dans le jugement violent les droits fondamentaux à un procès équitable et le droit à la défense. Ceux-ci ont eu lieu lors des séances du 1^{er}, du 2 et du 14 mars 2018. Il s'agit de deux documents inclus dans le jugement : le premier ne correspondait pas à celui remis à la défense lors du rassemblement des preuves ; alors que le second est un document dont le contenu était différent de celui remis à la défense.

Jusqu'à présent, la procédure s'est déroulée avec lenteur, puisque tous les témoins ne se sont pas présentés devant le procureur. Alors, on ne recevait parfois qu'un seul témoignage, d'autres fois on n'amenait pas Mateo et l'audience ne pouvait avoir lieu... Après l'administration de toutes les preuves sollicitées par le parquet, c'est au tour de la défense d'administrer les preuves.

Les décisions du juge des garanties, qui sont celles relatives à sa liberté, sont en totale violation de la présomption d'innocence et se basent sur la théorie pénale de la « dangerosité » sur des preuves bancales et inexistantes, sur des représentations déformées de la réalité...

De même, la dimension prise par les faits a été disproportionnée, et sa condition d'étudiant et de fils de famille n'a pas non plus été prise en compte.

Avant l'annonce de la libération de votre fils, vous aviez dénoncé le fait que la procédure était remplie d'irrégularités. Pouvez-vous nous expliquer plus en détail ?

Oui, le même procureur qui accusait Mateo l'avait impliqué dans l'enquête sur les attentats du Centro Comercial Andino, tout en sachant qu'à la date de ce tragique événement, Mateo était déjà privé de liberté depuis trois mois ! Cependant son entêtement et son intransigeance l'ont conduit à demander à ce que les deux affaires soient confondues. Heureusement, sa demande n'a pas abouti, mais elle a révélé le peu de scrupules dans les agissements de l'accusation.

Quant à l'agent du ministère public mandaté par le Bureau du procureur général, nous avons dénoncé son comportement. En effet, il semblait être davantage accusateur qu'autre chose. Il a soutenu les demandes du parquet. Il n'a pas veillé au respect des droits de Mateo, il a au contraire contribué à ce que ceux-ci soient bafoués.

Pendant ce temps, notre fils Mateo a été privé de liberté dans une prison, dans un système qui violait les principes de dignité humaine les plus élémentaires. Le cas de notre fils nous amène à penser qu'il n'y a toujours pas de garanties de justice dans notre pays.

Nicaragua et les limites de la tolérance



Les autorités nicaraguayennes ont fait preuve d'une retenue remarquable face à l'assaut permanent des médias et ONG locaux, ce qui contraste nettement avec des cas aux États-Unis, tels que les attaques notoires perpétrées dans les années 1980 contre des organisations noires et autochtones, ou plus récentes contre Wikileaks et Julian Assange.

Par Stephen Sefton

Pendant trois mois à compter du 18 avril de 2018, l'opposition politique nicaraguayenne et ses alliés ont terrorisé la population à travers le pays. Lors d'attaques bien coordonnées, utilisant des armes à feu et des incendies criminels, ils ont détruit ou gravement endommagé les bureaux du gouvernement central et des autorités locales dans plus d'une douzaine de villes. Ils ont attaqué des ambulances, envahi des hôpitaux et des écoles et détruit des centaines d'entreprises et de maisons privées. Ils ont tué au moins deux cents personnes. Leurs militants armés et leurs délinquants rémunérés ont extorqué ou intimidé quiconque tentait de franchir les centaines de barrages routiers et barricades qu'ils avaient érigés. Ils ont abusé et torturé des centaines de personnes identifiées comme des partisans du gouvernement.

Les dégâts et les destructions ont coûté plus de 200 millions de dollars US. Les 21 et 22 avril, le gouvernement a immédiatement réagi en appelant au dialogue avec la médiation de la hiérarchie de l'Église catholique. Par la suite, les évêques catholiques ont posé comme condition préalable le retrait de la police de la rue, ce que le gouvernement a accepté début mai. Les dirigeants de l'opposition ont exigé la démission du gouvernement et ont intensifié leur campagne de terreur à partir de début mai. Cela a amené les citoyens des principales régions touchées à s'organiser en légitime défense. Lorsque l'opposition a refusé de mettre un terme à sa campagne terroriste, le gouvernement a ordonné à la mi-juin à la police d'éliminer tous les obstacles et toutes les barricades.

À ce moment-là, la grande majorité de la population nicaraguayenne, malade du terrorisme d'opposition et de l'extorsion de fonds, appuyait la décision du gouvernement de rétablir l'ordre public. À la fin du mois de juillet, la tentative de coup d'État de l'opposition était complètement vaincue. Les autorités nicaraguayennes ont alors commencé à rechercher, à arrêter et à traduire en justice les personnes coupables des terribles crimes commis à la fois contre des partisans sandinistes et des personnes sans aucune affiliation politique. Ces crimes comprenaient le meurtre de 22 policiers et 400 autres blessés par balle. Parmi les autres crimes graves figurent des centaines de meurtres ou de lésions corporelles importantes, de viols, de tortures, d'incendies volontaires, d'extorsions, de vols et des destructions criminelles. Environ 300 personnes ont été arrêtées pour de telles accusations en raison de l'échec de la tentative de coup d'État. Plus de 200 autres sont des fugitifs.

Pratiquement aucun de ces événements incontestablement bien corroborés n'a été fidèlement relaté par les médias étrangers, les organisations non gouvernementales ou des organismes tels que les Nations Unies. Les informations fournies par le gouvernement ont été systématiquement ignorées, tandis que la propagande de l'opposition nicaraguayenne a été systématiquement répétée sans pratiquement aucune enquête ou vérification responsable. Le principal mensonge initial, dont on a longtemps démontré la véritable nature, était que la police nicaraguayenne avait massacré des étudiants les 18 et 19 avril. En fait, personne n'est décédé le 18 avril et les trois premiers, le 19 avril, étaient tous des personnes tuées par des militants de l'opposition et des délinquants comptant parmi ses alliés. Après le succès de ce grand mensonge initial, l'opposition a continué à inonder sans cesse les réseaux sociaux de mensonges similaires, affirmant surtout que les manifestations étaient pacifiques, alors que les militants de l'opposition utilisaient de manière persistante ces manifestations légitimes pour dissimuler leurs attaques.

À la mi-juin, la plupart des habitants du Nicaragua avaient subi les effets dévastateurs de la campagne de terreur menée par l'opposition et la propagation massive de mensonges de l'opposition via les réseaux sociaux avait perdu son effet. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, à l'intérieur du Nicaragua, très peu de gens prennent au sérieux les déclarations de l'opposition sur une répression généralisée, sur des prisonniers politiques ou des atteintes à la liberté d'expression. Tout le monde sait que l'opposition politique contrôle tous les principaux journaux, la plupart des stations de radio et de télévision par câble locales et au moins la moitié des chaînes de télévision du pays. La plupart des gens ne sont pas non plus préoccupés par la décision prise par le gouvernement, la semaine dernière, de retirer à neuf agences non gouvernementales principalement financées par les États-Unis leur statut à but non lucratif. Le Nicaragua compte plus de 4.000 organisations à but non lucratif enregistrées auprès des autorités gouvernementales.

Les organisations concernées par l'annulation de leur statut sont les suivantes: Cisas, Iepp, Hagamos Democracia, Cenidh, Institut de justice de Ségovie, Ipade, Fundación del Rio, CINCO et Fundación Popol Na. Le gouvernement a déclaré:

«Cette annulation est due au fait que ces organisations ne respectaient pas les exigences légales pour leur fonctionnement et violaient la nature de leurs fonctions en participant activement à la tentative de coup d'État ratée, en promouvant le terrorisme, les crimes de haine, en encourageant et en célébrant la destruction de la propriété privée et publique, des résidences domestiques et des entreprises, l'atteinte à la dignité de milliers de personnes et de familles victimes de traitements inhumains, d'humiliations, de détention illégale, de tortures et de toutes sortes, de menaces à leur vie, dans un mépris absolu pour les droits humains de tous les Nicaraguayens.

«Jusqu'à leur fermeture, ces organisations ont agencé et canalisé leurs fonds et ressources de manière à commettre ces très graves violations des droits humains et troubles à l'ordre public, portant atteinte au droit à la sécurité et à la vie des personnes et des familles au Nicaragua. Toutes ces actions irrégulières, de promotion de la haine et du terrorisme et des crimes qui en découlent, constituent une violation totale des objectifs et des buts justifiant de donner à ces organisations leur personnalité juridique. »

Cette réalité est omise des informations relayées par les médias occidentaux, les ONG, des organismes tels que l'ONU ou les États-Unis et les gouvernements alliés. Le propagandiste de l'opposition financé par les États-Unis, Carlos Fernando Chamorro, fait partie de la minuscule minorité touchée par le gouvernement. Les médias occidentaux et les ONG décrivent invariablement Carlos Fernando Chamorro comme un journaliste indépendant. Mais Chamorro a reçu un financement des autorités américaines via USAID pendant plus de 10 ans, durant lesquels il a été le principal porte-parole de l'opposition politique de droite du pays. Alors que son organisation à but non lucratif CINCO a été fermée, son média de l'opposition, Confidencial, continue de fonctionner avec sa couverture de presse mensongère anti-sandiniste habituelle.

Il en va de même pour Miguel Mora, le militant de droite agressif qui dirige le journal de propagande 100% Noticias. S'adressant à l'écrivain américain Max Blumenthal en juillet de cette année, Miguel Mora a invoqué une invasion du type panaméen en 1989: «Ce que je vois, c'est les États-Unis menant une opération de type Noriega comme au Panama. Ils arrivent, attrapent la famille (Ortega), les enlèvent sans que l'armée ait à intervenir ici. En quelques jours ou 24 heures, tout serait résolu». Malgré cette déclaration, Miguel Mora et son équipe, comme ils le font depuis de nombreuses années, continuent de produire leur propagande d'opposition vénéneuse et dénuée de faits sans l'intervention du gouvernement.

En fait, Chamorro, Mora et les dirigeants du secteur à but non lucratif du Nicaragua, alignés sur une opposition politique non représentative, travaillent dans de nombreux cas depuis plus de 10 ans en tant qu'agents de puissances étrangères, principalement, mais pas uniquement, des États-Unis. Les autorités nicaraguayennes ont fait preuve d'une retenue remarquable face à l'assaut permanent de ces médias et ONG locaux, ce qui contraste nettement avec des cas aux États-Unis, tels que les attaques notoires perpétrées dans les années 1980 contre des organisations noires et autochtones, ou plus récentes contre Wikileaks et Julian Assange. Une autre affaire en cours est celle de Maria Butina, présentée par les autorités américaines comme un agent de la Fédération de Russie.

Maria Butina, en violation flagrante de ses droits, est maintenue à l'isolement cellulaire 22 heures par jour, faussement accusée de complot en vue de servir d'agent d'influence étrangère. En revanche, au Nicaragua, des personnes comme Carlos Fernando Chamorro sont ouvertement financées par les États-Unis afin de faire progresser leurs objectifs de politique étrangère au Nicaragua. Mais tout ce qui lui est arrivé à lui et à ses collègues agents de la politique étrangère américaine, c'est que leurs organisations à but non lucratif ont été fermées, alors qu'ils continuent à attaquer librement le gouvernement nicaraguayen plus vicieusement que jamais. Et encore, c'est sans tenir compte du décret du président Trump citant le Nicaragua comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis, ce qui revient en réalité à une déclaration d'agression pratiquement illimitée.

Traduit de l'espagnol par J.A. pour le Journal Notre Amérique

Source : [Tortilla con sal](#)

Le Mexique à la veille d'AMLO – « Si loin de Dieu et si près des États-Unis »



La citation intégrale de Porfirio Díaz est : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis ». Le président mexicain Díaz (1876-1880 et 1884-1911) avait au moins à moitié raison. Le Mexique a souffert dans l'ombre du Colosse du Nord, mais le Mexique n'est pas pauvre. Le Mexique est riche à bien des égards, mais il s'est aussi appauvri. Et le Mexique a été grandement sous-estimé par les Nord-Américains.

Par Roger D. Harris

Le Mexique est confronté à une marée droitière internationale, qui a fait passer son gouvernement de la droite au centre-gauche avec l'investiture à la présidence d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) le 1^{er} décembre. Parlant au nom du capital international, [The Economist](#) est inquiet. Les autres 99% de l'humanité sont pleins d'espoir. Voici un récit édifiant de cette terre trois fois conquise.

Le Mexique précolombien et la première conquête

Avant la « découverte » du Nouveau Monde par les Européens, le Mexique a abrité de nombreuses [grandes civilisations](#), qui se sont épanouies pendant près de quatre millénaires : aztèque, huastèque, izapa, maya, mixtèque, olmèque, purépecha, Teotihuacan, tolèque, totonaque et zapotèque. Dans son évaluation des « dix grandes civilisations de l'histoire », [History and Headlines](#) place les Olmèques et les Aztèques aux côtés des Romains, des Perses et des Égyptiens.

L'image populaire des Aztèques représente des hommes sauvages vêtus de pagens et de plumes au sommet de pyramides de pierre et pratiquant des sacrifices humains. Remettons cela dans le contexte historique. L'historien [James Cockcroft](#) nous raconte qu'au même moment les barbares, dans le Nouveau Monde, apaisaient leurs dieux païens avec du sang humain, que beaucoup de

personnes sont mortes brûlées vives comme « sorcières » sur les bûchers allumés au nom de Jésus-Christ par les Européens civilisés. Le féminicide chrétien est un héritage oublié.

Le contact avec les Européens en 1519 a apporté le christianisme et la maladie aux civilisations mexicaines alors florissantes. Alors que les Européens et les Amérindiens étaient à égalité sur le plan technologique, les Européens étaient beaucoup plus [habiles à la guerre](#) et c'est à eux que sont allés la victoire et le butin.

Le géographe Jared Diamond estime que 90% de la population amérindienne a été [exterminée](#) par la rougeole, la variole, la grippe et des maladies similaires pour lesquelles les Européens avaient développé une relative immunité. Le Mexique n'a retrouvé sa population de 1519 qu'en 1940, il lui a fallu plus de 400 ans pour [se remettre](#).

Bien que la langue officielle du Mexique soit maintenant l'espagnol et qu'il soit le pays hispanophone le plus peuplé au monde, il est aussi celui qui compte le plus grand nombre de langues indigènes activement parlées en Amérique du Nord.

La deuxième conquête du Mexique

La première conquête du Mexique a été celle des conquistadores espagnols. La deuxième a été celle des Yankees et elle est beaucoup moins connue.

Le Mexique a obtenu son indépendance de l'Espagne dans la période 1810-1821, ce qui a mis fin à l'esclavage, bien que pas totalement jusqu'en 1829. Ce n'est qu'en 1863, lors de la publication de la Proclamation d'émancipation, suivie du Treizième Amendement deux ans plus tard, que l'esclavage fut formellement supprimé. Mais les lois Jim Crow et sur le métayage continuèrent de préserver « l'institution particulière » *[du Sud des États-Unis, NdT]* dans le « pays de la liberté ».

Le traité Adams-Onís de 1819 a établi la frontière entre les anciens territoires espagnols et l'ancienne colonie britannique, aujourd'hui les États-Unis.

En 1836, la République du Texas a succédé au Mexique et a été annexée aux États-Unis en 1845. L'année suivante, ceux-ci provoquaient la guerre américano-mexicaine comme une guerre de conquête.

Deux ans plus tard, le Mexique a été contraint de signer le traité de Guadalupe Hidalgo cédant près de la moitié de son territoire national. Les États-Unis gagnaient ce qui deviendrait des parties ou la totalité de la Californie, de l'Arizona, du Nevada, de l'Utah, du [Nouveau-Mexique](#), du [Wyoming](#) et du [Colorado](#). L'achat Gadsden de 1853 a ajouté le sud de l'Arizona et le Nouveau-Mexique au butin de guerre.

En tout, [55% du Mexique](#), plus de la moitié de son territoire souverain, a été pris au Mexique par le Colosse du Nord en constante expansion. Il n'est pas étonnant que nos compatriotes chicanos et chicanas nous rappellent que « nous n'avons pas traversé la frontière, c'est la frontière qui nous a traversés ».

Alta California

On avait découvert de l'or à Sutter's Mill quelques jours seulement avant la signature du traité, qui a transféré l'Alta California (la haute Californie) du Mexique aux États-Unis. Les signataires ignoraient la découverte de l'or à ce moment-là.

L'Alta California allait devenir le Golden State, (l'Eldorado). Avec une économie de 2,7 milliards de milliards de dollars, cet État se targue aujourd'hui d'être la [cinquième](#) économie au monde,

supérieure au PIB mexicain de 2.4 milliards de milliards de dollars. Si l'Alta California rejoignait le Mexique, le PIB de la nouvelle union ne serait surpassé que par les méga-économies de la Chine, des Etats-Unis, de l'Inde et du Japon.

La Constitution de l'Alta California a été rédigée en espagnol et en anglais. Malgré une Constitution bilingue, les électeurs de l'Alta California ont adopté en 1998 la Proposition 227, pour l'usage du seul anglais. Puis en 2016, les électeurs ont adopté la Proposition 57, qui abrogeait les dispositions les plus flagrantes de la proposition précédente.

L'abrogation de la proposition visant à instaurer uniquement l'anglais reflétait un afflux de non-anglophones dans l'État. L'Alta California est actuellement un véritable État [multiethnique](#) où 43% des habitants parlent une langue autre que l'anglais chez eux. Le plus important groupe ethnique est de nouveau celui des [Hispaniques et Latino-Américains](#), qui représente 39% de la population et surpasse en nombre le groupe que le bureau du recensement appelle les « seulement Blancs ».

La Révolution mexicaine

Le tyran du Nord est devenu hostile à la révolution après avoir achevé la sienne. Lorsque Haïti a gagné son indépendance à l'égard de la France en 1804, les États-Unis se sont joints à l'Empire de Napoléon pour forcer la jeune nation haïtienne à payer des réparations écrasantes pour s'être libérée de l'esclavage.

La Révolution mexicaine de 1910-1920 a néanmoins réussi à y échapper. À cette époque, l'empire étasunien n'était pas aussi capable de faire plusieurs choses à la fois qu'aujourd'hui et il était préoccupé par la Première Guerre mondiale.

La Révolution mexicaine est au panthéon des grandes révolutions du XX^e siècle, elle a ouvert la voie à la Russie (1917), à la Chine (1949), au Vietnam (1975) et aux nombreuses luttes de libération du siècle passé dans le Tiers Monde.

Première des grandes révolutions du XX^e siècle, la Révolution mexicaine a garanti les droits des travailleurs, nationalisé les droits d'exploitation du sous-sol, laïcisé l'État et restreint le pouvoir de l'Église catholique romaine, et donné des droits fonciers inaliénables aux communautés indigènes. Les droits des femmes ont progressé et elles ont combattu comme soldates et même commandantes dans l'armée révolutionnaire du général Emilio Zapata. Nombre de ces acquis ont été érodés depuis lors.

La Révolution institutionnalisée

Après la tumultueuse période révolutionnaire, la politique du Mexique s'est consolidée sous le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Ce parti corporatiste unique a rassemblé des factions politiques représentant les paysans, les ouvriers et les travailleurs urbains. Avec le recul de la période révolutionnaire, le PRI est devenu centriste.

Le règne du parti unique PRI a pris fin avec l'élection à la présidence en 2000 du dirigeant de Coca-Cola Vicente Fox, du Parti d'action nationale (PAN). Le PAN a également remporté l'élection présidentielle suivante. C'est un parti chrétien-démocrate de centre-droit. Il jouit d'un fort soutien auprès des grandes entreprises agro-alimentaires et internationales du nord du Mexique et son programme social est conservateur.

L'actuel président mexicain, Peña Nieto, est membre du PRI. Comme ce parti passait à droite, des forces plus libérales en son sein ont fait scission en 1986 pour former le Parti de la révolution

démocratique (PRD). Le principal bastion du PRD était la ville de Mexico et parmi les travailleurs syndiqués.

Andrés Manuel López Obrador a été l'étendard du PRD lors des élections présidentielles de 2006 et 2012. On pense généralement que ses échecs à ces deux élections sont dues à la [fraude](#).

ALENA – la troisième conquête du Mexique

La troisième conquête du Mexique a été accomplie par le capital financier nord-américain sous la forme de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et d'autres accords néolibéraux similaires. Ni libre ni limitée au commerce (elle inclut par exemple la coopération militaire), cette conquête discrète a facilité le rapatriement des profits des investissements et une plus grande intégration du Mexique dans l'économie étasunienne.

L'ALENA a été ratifié en 1994 par le Mexique, les États-Unis et le Canada. L'accord reste controversé dans les comtés constituants. Les Zapatistes du sud du Mexique ont choisi la date de leur rébellion pour la faire coïncider avec le jour où l'ALENA est entré en vigueur, prédisant de manière visionnaire les effets délétères qu'aurait cet accord.

En 2014, jusqu'à un million de travailleurs étasuniens avaient [perdu](#) leur travail à cause de l'ALENA, ce qui a aussi eu pour effet de [faire baisser les salaires](#).

L'ALENA a mis fin à de nombreuses aides du gouvernement mexicain à l'agriculture, tout en encourageant l'entrée de produits agricoles étasuniens et canadiens. Du coup, l'agriculture paysanne et la plupart des exploitations familiales sont [moins viables économiquement](#). Il en a résulté une migration intérieure de la campagne dans les villes mexicaines et une émigration extérieure, aux États-Unis, de gens chassés de leurs terres.

Les gagnants et les perdants du néolibéralisme

Dix ou vingt ans avant l'imposition de l'ALENA, le Mexique semblait sur le point de passer d'un pays en voie de développement à un pays développé. De nouvelles réserves de pétrole avaient été découvertes et un boom semblait imminent. Puis, au lieu de poursuivre un modèle de développement, le Mexique a cédé aux pressions financières internationales et a passé à un modèle néolibéral de dérégulations et de privatisations.

Au lieu d'améliorer l'économie du Mexique par sa plus grande intégration à l'économie étasunienne, comme les partisans de l'ALENA le promettaient, le Mexique a pris encore plus [de retard](#). Après l'entrée en vigueur de l'ALENA et les « réformes » néolibérales, la pauvreté a augmenté tandis que la [croissance économique](#) par habitant était à la traîne par rapport au reste de l'Amérique latine.

Au lieu que les salaires commencent à ressembler à ceux des États-Unis, ils ont fait concurrence à ceux du Guatemala. Le Mexique a pris sa place dans l'économie internationale comme plateforme d'exportation pour les *maquiladoras* à bas salaire, les usines possédées par des étrangers et l'exportation sur le marché extérieur.

Malgré une grande richesse nationale, 46% des Mexicains vivent en dessous du [seuil de pauvreté](#). Le [revenu par habitant](#) du Mexique est un tiers de celui des États-Unis, ce qui fait de la frontière commune la plus inégale en termes de revenus dans le monde.

Le néolibéralisme a aussi eu ses gagnants. Le monopole gouvernemental du téléphone, Telmex, a été privatisé en 1990, racheté par Carlos Slim Helú qui est devenu [l'homme le plus riche](#) non

seulement du Mexique mais du monde entier en 2010. Son classement a maintenant chuté au septième rang, même s'il est toujours le plus grand magnat du Mexique, qui possède 40% des inscriptions à la Bourse mexicaine. Sa [valeur nette](#) équivaut à 6% du PIB du Mexique, soit plus que le PIB total du Guatemala et quatre fois celui du Nicaragua.

Avec une nouvelle couche de milliardaires et l'aggravation de la pauvreté, toutes deux engendrées par le néolibéralisme, le Mexique fait partie des pays les plus inégaux en termes de revenus, avec un [indice Gini](#) de 48.2. Carlos Slim et huit autres gros chats internationaux détiennent aujourd'hui [plus de richesses](#) que la moitié de la population mondiale.

Le Mexique contemporain

Pourtant, aujourd'hui, le Mexique est riche sur de nombreux plans.

En termes de biodiversité, le Mexique est largement sous-estimé. Il se classe en [quatrième](#) ou [cinquième](#) position dans le monde, avec un très [grand nombre](#) de reptiles, d'oiseaux, de mammifères et de plantes. Le Costa Rica, beaucoup plus célèbre en comparaison, ne fait partie des dix premiers dans aucune de ces catégories, bien qu'il dispose d'un bien meilleur dispositif de relations publiques. Le Mexique a de vastes forêts tropicales, des forêts sèches, des montagnes, des déserts et le deuxième plus grand récif corallien au monde.

Sur le plan de la conservation des espèces, le Mexique a été pionnier mondial de la protection des baleines. La chasse commerciale à la baleine a été interdite en 1954. En revanche, la dernière station de pêche à la baleine, dans la baie de San Francisco, a été fermée en 1971, fermeture suivie l'année suivante par l'adoption de la Loi sur la protection des mammifères marins. Le premier refuge pour les baleines au monde a été créé en 1972 par le gouvernement mexicain. En 2002, le Mexique a de nouveau joué un rôle de chef de file en décrétant refuges pour les baleines toutes ses eaux territoriales et ses zones d'exclusion économique.

Sur le plan culinaire, la *cocina* mexicaine est considérée comme l'une des [grandes cuisines](#) du monde ; elle est bien plus que les camions à tacos et les stands de burritos bon marché. Parmi les contributions du Mexique au garde-manger mondial, on trouve l'avocat, le chocolat, la goyave, la [tomate](#), la [vanille](#), de nombreuses variétés de [légumineuses](#) et de piments, et plus particulièrement le maïs, qui est aujourd'hui l'aliment de base le plus important au monde.

Le Mexique a le plus grand nombre de sites inscrits au [patrimoine mondial de l'UNESCO](#) de l'hémisphère. Les trois peintres muralistes modernes les plus influents sont les Mexicains [Diego Rivera](#), [José Clemente Orozco](#) et [David Siqueiros](#).

Avec 7.6 milliards de barils de réserves prouvées, le Mexique est un important producteur de [pétrole brut](#). Au 12^e rang mondial, il dépasse le Nigeria, le Qatar et la Libye.

L'économie mexicaine se classe au [11^e rang](#) mondial, ce qui la place au deuxième rang, derrière le Brésil. Le PIB du Mexique est supérieur à celui de l'Italie ou de l'Espagne et juste en dessous de celui de la France ou de la Grande-Bretagne, ce qui fait de lui une puissance économique mondiale.

L'élection de 2018

Andrés Manuel López Obrador, du centre-gauche, s'est présenté à l'élection présidentielle le 1^{er} juillet dernier. Après avoir rompu avec le PRD, cette troisième tentative a été celle de sa victoire décisive. Morena, son parti nouvellement créé, a remporté les élections législatives nationales et dans les divers États.

La maire élue de la ville de Mexico, Claudia Sheinbaum Pardo, fait aussi partie de la coalition gagnante. C'est la première femme et la première juive élue à ce poste. C'est une scientifique et elle a été co-lauréate du prix Nobel 2007 décerné au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Après des décennies de gouvernements de droite au Mexique, López Obrador a été assermenté le 1^{er} décembre. Les couches populaires mexicaines attendent que la corruption, les inégalités et d'autres anciennes injustices soient prises à bras le corps.

Traduit de l'anglais par Diane Gilliard pour le Journal Notre Amérique

LE JOURNAL NOTRE AMERIQUE



DECEMBRE 2018 – JANVIER 2019
N° 40 / ANNEE V

REDACTEUR EN CHEF :
ALEX ANFRUNS

EQUIPE DE REDACTION NOTRE AMERIQUE :
CHRISTINE GILLARD, PAULO CORREIA,
MARC VANDEPITTE, ALEX ANFRUNS

TRADUCTEUR/TRICE :
DIANE GILLIARD, REMI GROMELLE

CORRECTEUR :
REMI GROMELLE

REMERCIEMENTS :
TORTILLA CON SAL

GRAPHISME & MISE EN PAGE :
BAM